

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2201

19 août 2014

SOMMAIRE

3i GC Holdings Lab 2 S.à r.l.	105607	Atreides SPF, S.A.	105608
ABN AMRO Luxembourg Holding S.à r.l.	105606	ÄVWL Real Asset Trust Holding S.à r.l.	105610
Accession Fund	105607	Axxion S.A.	105604
Accession Fund	105607	B-Cap S.A., SPF	105637
Actual Engineers S.à r.l.	105606	Bloemers Luxembourg B.V./S.A.	105602
AI Global Strategies S.A.	105609	CDR Ray Investor S.à r.l.	105625
Alianza Iberian Investment Corporation S.A.	105605	Centre de Recherche Public de la Santé	105608
Alternative Strategy	105605	Conférence nationale des professeurs de sciences économiques et sociales	105608
Amber Investment SICAV SIF	105605	Creative Laser Wood S.A.	105604
AMS FinCo S.à r.l.	105606	Credit Suisse Prime Select Trust (Lux) .	105602
Amtrust Re 2007 (Luxembourg)	105609	Digital Luxembourg Sàrl	105602
AmTrust Re Taurus	105603	Garden Flower Spf S.A.	105624
AmTrust Re Theta	105603	Menuiserie Torres S.à r.l.	105609
ANNA Real Estate 2 S.à r.l.	105603	Metinvest S.A.	105609
ANNA Real Estate 3 S.à r.l.	105604	Monier Holdings GP S.A.	105648
ANNA Real Estate 5 S.à r.l.	105605	Power Group Financing S.à r.l.	105627
ANNA Real Estate 6 S.à r.l.	105606	RedOak Project A S.A.	105637
ANNA Real Estate 7 S.à r.l.	105607	SorgeLux 2 S.A.	105616
ArcelorMittal Insurance Consultants	105603	Uniholding S.A., SPF	105637
Ardent Mills S.à r.l.	105611	Violin FinCo S.à r.l.	105606
Arulux First S.à r.l.	105604		
Atalaya Luxco Midco	105609		

Digital Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 110.216.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2014082958/14.

(140098561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Bloemers Luxembourg B.V./S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 172.843.

Les comptes annuels modifiés au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Cette version remplace la version des comptes annuels au 31.12.2012 précédemment déposés au Registre du Commerce de Luxembourg sous la référence L140026630

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signature

Référence de publication: 2014082869/15.

(140098548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Credit Suisse Prime Select Trust (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 69.054.

L'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2014 a décidé de renouveler les mandats de Messieurs Dominique Délèze, Josef H.M. Hehenkamp, Rudolf Kömen, Guy Reiter et Fernand Schaus.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose comme suit et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015:

- Dominique Délèze, Membre du Conseil d'Administration
Kalanderplatz 1, CH-8045 Zurich
- Josef H.M. Hehenkamp, Membre du Conseil d'Administration
Kalanderplatz 1, CH-8045 Zurich
- Rudolf Kömen, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- Guy Reiter, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- Fernand Schaus, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

PricewaterhouseCoopers a été réélu comme réviseur d'entreprises, et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2014082951/25.

(140098265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

AmTrust Re Taurus, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 43.469.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société AmTrust Re Taurus

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014082029/11.

(140097650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

AmTrust Re Theta, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 51.854.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AmTrust Re Theta

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014082031/11.

(140097547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

ArcelorMittal Insurance Consultants, Société Anonyme.

Siège social: L-2930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 20.333.

Dépôt complémentaire aux comptes annuels au 31/12/2013 déposés le 22/05/2014, numéro du dépôt antérieur: L140084748

Les comptes annuels au 31/12/2013 et l'affectation du résultat au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082036/11.

(140097677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

ANNA Real Estate 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.646.

En date du 8 Juin 2014 les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Janina Messinger de son poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Nikhil Alok Gupta, né le 14 Août 1984 à New Delhi, Inde et résidant professionnellement au 14 Bundesplatz 6300 Zug, Suisse, au poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014082834/21.

(140098084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Axxion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.
R.C.S. Luxembourg B 82.112.

Der Jahresabschluss vom 01.01.2013 - 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082043/10.

(140097473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Arulux First S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 167.221.

Par lettre en date du 11 juin 2014, Monsieur Mark WHITEHEAD a informé la Société qu'il allait démissionner de ses fonctions de gérant de catégorie B du conseil de gérance de la Société ARULUX FIRST S.À R.L. avec effet au 11 juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juin 2014.

Référence de publication: 2014082040/11.

(140097039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Creative Laser Wood S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8410 Steinfurt, 39, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 150.551.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2014.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2014082123/12.

(140096942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

ANNA Real Estate 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.647.

En date du 8 Juin 2014 les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Janina Messinger de son poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Nikhil Alok Gupta, né le 14 Août 1984 à New Delhi, Inde et résidant professionnellement au 14 Bundesplatz 6300 Zug, Suisse, au poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014082835/21.

(140098034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Alternative Strategy, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 54.324.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Alternative Strategy
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014082060/11.

(140097049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Alianza Iberian Investment Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 128.372.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2014082057/11.

(140097654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Amber Investment SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 130.856.

Les comptes annuels au 31. Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014082062/11.

(140097195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

ANNA Real Estate 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.649.

En date du 8 Juin 2014 les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Janina Messinger de son poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Nikhil Alok Gupta, né le 14 Août 1984 à New Delhi, Inde et résidant professionnellement au 14 Bundesplatz 6300 Zug, Suisse, au poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014082836/21.

(140097993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

ABN AMRO Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 149.608.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014082045/10.

(140097623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

AMS FinCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Violin FinCo S.à r.l.).

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 181.916.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 janvier 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 24 février 2014.

Référence de publication: 2014082064/11.

(140097239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Actual Engineers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.
R.C.S. Luxembourg B 169.030.

Il résulte d'une décision prise par l'associé en date du 6 juin 2014 qu'il y a lieu d'inscrire les modifications suivantes concernant la société Actual Engineers S.à r.l.:

- Nomination en qualité de gérant pour une durée indéterminée Monsieur Carel JONCKHEERE, consultant, né le 5 avril 1963 à Grenoble, domicilié au 85 Eversemsesteenweg B - 1852 Grimbergen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082790/12.

(140097307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

ANNA Real Estate 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.650.

En date du 8 Juin 2014 les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Janina Messinger de son poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Nikhil Alok Gupta, né le 14 Août 1984 à New Delhi, Inde et résidant professionnellement au 14 Bundesplatz 6300 Zug, Suisse, au poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014082837/21.

(140097982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Accession Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 99.752.

Le rapport annuel consolidé au 30 septembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 13 Juin 2013.

Référence de publication: 2014082787/11.

(140098143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Accession Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 99.752.

Le rapport annuel consolidé au 30 septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 13 Juin 2013.

Référence de publication: 2014082786/11.

(140097995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

3i GC Holdings Lab 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 152.369.

Les comptes annuels au 31 Mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Antoine Clauzel

Gérant

Référence de publication: 2014082737/11.

(140097479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

ANNA Real Estate 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.651.

En date du 8 Juin 2014 les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Janina Messinger de son poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Nikhil Alok Gupta, né le 14 Août 1984 à New Delhi, Inde et résidant professionnellement au 14 Bundesplatz 6300 Zug, Suisse, au poste de gérant A avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014082838/21.

(140097965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Centre de Recherche Public de la Santé, Etablissement d'Utilité Publique.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 84, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg J 34.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082116/9.

(140097101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Atreides SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 161.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ATREIDES SPF, S.A.

Société Anonyme

Société de gestion de patrimoine familial

Signatures

Référence de publication: 2014083522/13.

(140099671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

Conférence nationale des professeurs de sciences économiques et sociales, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 38, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg F 8.991.

Suite à l'assemblée générale du 14 janvier 2014 les modifications des statuts suivantes ont été décidées majoritairement et conformément aux statuts.

Modifications des statuts CNPSES 2014

1^{ère} modification

Sous Titre IV - Organes - B. Du comité»,

“Il comprend un(e) président(e), deux vice-présidents(es), un(e) secrétaire, un(e) trésorier(e) et un(e) ou plusieurs membre(s) élus directement par l'assemblée générale pour une durée de deux ans.”

2^e modification

Sous “Titre I - Dénomination, Siège, Durée”, “Tous de nationalité luxembourgeoise; professeurs, stagiaires, chargés de cours ...”

3^e modification

Sous “Titre III - Membres“;: “ La cotisation annuelle est fixée à cinq euros (5 €)“.

4^e modification des statuts

Sous “Titre IV - Organes, B. Du comité»,

“Les membres du comité peuvent agir au nom de la CNPSES et seulement en dans l'accomplissement des buts de la CNPSES, à condition d'en avoir été autorisé(e)s par la majorité des membres du comité présents lors des réunions du comité.”

5^e modification des statuts

Sous “Titre IV - Organes, A. De l'assemblée générale“;: “Les membres de la CNPSES sont informés des résolutions prises lors des assemblées générales par voie de courrier postal ou courrier électronique. Les tiers peuvent s'adresser au comité qui leur fournira les informations requises.”

Steinfort, le 11 juin 2014.

Pour la CNPSES

Claude Thoss

Secrétaire

Référence de publication: 2014082120/32.

(140097088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Menuiserie Torres S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4664 Niedercorn, 59, rue de Sanem.
R.C.S. Luxembourg B 167.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014083972/9.

(140099149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

Atalaya Luxco Midco, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.000.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 173.142.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Juin 2014.

Référence de publication: 2014083471/10.

(140099467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

AI Global Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 138.379.

Le bilan au 30 septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014082052/10.

(140097487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Amtrust Re 2007 (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 25.267.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société AmTrust Re 2007 (Luxembourg)

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014082065/11.

(140097595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Metinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 62.173.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 Juin 2014.

Metinvest S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Manager B

Référence de publication: 2014083974/14.

(140099379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

ÄVWL Real Asset Trust Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.215.300,00.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 1, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 143.233.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am neunundzwanzigsten April.

Vor Notar, Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Feri Trust (Luxembourg) S.A., eine Aktiengesellschaft, gegründet nach luxemburgischen Recht, mit Hauptsitz in 18, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (die „Alleingeschafterin“), Halterin aller 8.153 (achttausendeinhundert-dreiundfünfzig) Anteile des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von je EUR 100 (einhundert Euro) und handelnd für den ÄVWL-Lux-FIS, FCP - ÄVWL-Alternatives 1;

hier rechtmäßig vertreten durch Herrn Régis Galiotto, Notarsekretär, beruflich ansässig in Luxemburg, gemäß einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Vorgenannte Vollmacht, die von der erschienenen Person und dem Notar „ne varietur“ unterzeichnet wurde, soll der vorliegenden Urkunde beigelegt bleiben und mit derselben registriert werden, so dass die Versammlung über alle Punkte der Tagesordnung, über die sich die Alleingeschafterin ausdrücklich ordnungsgemäß im Vorhinein informiert hat, rechtsgültig beschließen kann.

Die erschienene Partei erklärt die Alleingeschafterin zu sein von „ÄVWL Real Asset Trust Holding S.à r.l.“, eine luxemburgische société à responsabilité limitée, mit Hauptsitz in 1, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, eingetragen beim Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 143.233, welche gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtssitz in Junglinster, am 18. November 2008 und veröffentlicht im luxemburgischen Amtsblatt „Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations“ unter Nummer 2976 vom 17. Dezember 2008. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert gemäß Urkunde aufgenommen am 12. August 2011 durch Notar Paul DECKER, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welcher in Vertretung seines verhinderten Kollegen, Notar Jean SECKLER, vorbenannt gehandelt hat und veröffentlicht im Luxemburgischen Amtsblatt „Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations“ unter Nummer 2866 vom 23. November 2011 (die „Gesellschaft“).

Die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Verzicht auf das Recht auf ordnungsgemäße Einberufung der Gesellschafterversammlung;
2. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von EUR 2.400.000,00 (zwei Millionen vierhunderttausend Euro), um es von seinem gegenwärtigen Betrag in Höhe von EUR 815.300 (achthundertfünfzehntausenddreihundert) Euro) auf EUR 3.215.300 (drei Millionen zweihundertfünfzehntausenddreihundert Euro) durch die Ausgabe von 24.000 (vierundzwanzigtausend) neuen Anteilen von je EUR 100 (einhundert Euro) gegen Einbringung einer Bareinlage, zu erhöhen;
3. Zeichnung und Zahlung durch Feri Trust (Luxembourg) S.A. von 24.000 (vierundzwanzigtausend) neuen Kapitalanteilen mittels Bareinlage;
4. Entsprechende Änderung von Artikel 6, Paragraph 1 der Satzung der Gesellschaft; und
5. Verschiedenes.

Nachdem die Alleingeschafterin Vorgenanntem zugestimmt hat, wurden folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss:

Es wird beschlossen, dass die Alleingeschafterin auf ihr Recht auf vorherige Einberufung der gegenwärtigen Versammlung verzichtet und anerkennt, dass sie ausreichend über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt wurde und betrachtet sich als wirksam zur Versammlung einberufen und stimmt daher zu, bezüglich sämtlicher Tagesordnungspunkte zu beraten und zu beschließen. Zudem wird beschlossen, dass jegliche für die Versammlung relevante Dokumentation der Alleingeschafterin so zeitig zur Verfügung gestellt wurde, dass diese in der Lage waren, jedes einzelne Dokument sorgfältig zu prüfen.

Zweiter Beschluss:

Es wird beschlossen, das Stammkapital der Gesellschaft um einen Betrag von EUR 2.400.000,00 (zwei Millionen vierhunderttausend Euro) zu erhöhen, um es von seinem gegenwärtigen Betrag in Höhe von EUR 815.300 (achthundertfünfzehntausenddreihundert Euro) auf EUR 3.215.300 (drei Millionen zweihundertfünfzehntausenddreihundert Euro) durch die Ausgabe von 24.000 (vierundzwanzigtausend) neuen Anteilen von je EUR 100 (einhundert Euro) (die „Neuen Anteile“) zu erhöhen, die alle zu Gunsten des Zeichners ausgegeben werden und durch Einbringung einer Bareinlage vollständig bezahlt werden sollen (die „Einlage“).

Dritter Beschluss:

Es wird beschlossen, die Zeichnung und die Zahlung der Neuen Anteile durch den Zeichner zu akzeptieren.

Intervention des Zeichners - Zeichnung - Zahlung

Alsdann interveniert der Zeichner, hier vertreten durch vorgenannten Herrn Régis Galiotto, aufgrund der vorerwähnten Vollmacht.

Der Zeichner erklärt die Neuen Anteile zu zeichnen.

Die Neuen Anteile wurden vollständig in bar einbezahlt, so dass die Summe von zwei Millionen vierhunderttausend Euro (EUR 2.400.000,-) der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung steht wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich festgestellt wurde.

Vierter Beschluss:

Infolge der vorangegangenen Erklärungen und Beschlüsse und der vollständig eingebrachten Einlage wird der Beschluss gefasst, Artikel 6, Paragraph 1 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, so dass er folgenden Wortlaut hat:

“ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital ist auf drei Millionen zweihundertfünzehntausenddreihundert Euro (EUR 3.215.300) festgesetzt, dargestellt durch zweiunddreißigtausendeinhundertdreifünzig (32.153) Anteile von je hundert Euro (EUR 100,-).”

Infolge der vorangegangenen Erklärungen und Beschlüsse und der vollständig eingebrachten Einlage, setzt sich die Gesellschafterstruktur der Gesellschaft nunmehr wie folgt zusammen:

- Feri Trust (Luxembourg) S.A., vorgenannt, Halterin von 32.153 (zweiunddreißigtausendeinhundertdreifünzig) Anteilen.

Kostenschätzung

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren, in welcher Form sie auch immer seien, die von der Gesellschaft zu tragen sind oder die ihr in Verbindung mit der Kapitalerhöhung in Rechnung gestellt werden sollen, wurden auf einen Betrag in Höhe von EUR 3.000,- (dreitausend Euro) geschätzt.

Da somit die Tagesordnung erledigt ist, wurde die Versammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg an dem anfänglich erwähnten Datum.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe gemeinsam mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. GALIOTTO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 mai 2014. Relation: LAC/2014/21162. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 16. Juni 2014.

Référence de publication: 2014085119/89.

(140101652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Ardent Mills S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 175.605.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of May.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1) Cargill, Incorporated, a company incorporated and existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at CT Corporation, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware, United States of America, under registration number 0286124, being the holder of seventy-six million four hundred sixty thousand eight hundred eighty-five (76,460,885) class A shares in the Company (as defined below);

here represented by Ms. Anne-Laure Giraudeau, Avocat, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Minneapolis (Minnesota), on May 20, 2014

2) CHS Inc., a cooperative corporation existing under the laws of the State of Minnesota, having its registered office at 5500 Cenex Drive, Inver Grove Heights, Minnesota 55077, being the holder of twenty-four million one hundred forty-five thousand five hundred forty-three (24,145,543) class B shares in the Company (as defined below);

here represented by Ms. Anne-Laure Giraudeau, Avocat, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in St Paul (Minnesota), on May 20, 2014,

3) ConAgra Foods AM Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and whose registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register is pending, being the holder of one hundred nine million seventy-eight thousand four hundred fifty-six (109,078,456) class C shares in the Company (as defined below);

here represented by Ms. Anne-Laure Giraudeau, Avocat, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on May 21, 2014.

The said proxies, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders, representing the entire share capital of Ardent Mills S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 175.605 incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on February 21, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 878 on April 12, 2013. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on May 29, 2014, not yet published.

The appearing parties representing the entire share capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Acceptance of (i) Cargill International AM 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 182.728 and (ii) CHS Milling Luxembourg, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 178.876, as new shareholders of the Company.

2. Increase of the share capital of the Company from its current amount of two hundred nine million six hundred eighty-four thousand eight hundred eighty-four United States Dollars (USD 209,684,884) up to two hundred forty-seven million nine hundred five thousand five hundred eighty-four United States Dollars (USD 247,905,584) through the issue of thirty-two million six hundred seventeen thousand five hundred seventy-two (32,617,572) class A shares, five million six hundred three thousand one hundred twenty-seven (5,603,127) class B shares and one (1) class C share with a nominal value of one United States Dollar (USD1) each.

3. Amendment of Article 5.1 of the articles of association of the Company.

4. Miscellaneous

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

In accordance with article 189 of the Luxembourg law of 10 August 1915 as amended, the general meeting of shareholders accepts (i) Cargill International AM 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 182.728 and (ii) CHS Milling Luxembourg, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 178.876, as new shareholders of the Company.

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to increase the Company's share capital by an amount of thirty-eight million two hundred twenty thousand seven hundred United States Dollars (USD 38,220,700) so as to raise it from its current amount of two hundred nine million six hundred eighty-four thousand eight hundred eighty-four United States Dollars (USD 209,684,884) up to two hundred forty-seven million nine hundred five thousand five hundred eighty-four United States Dollars (USD 247,905,584) through the issue of thirty-two million six hundred seventeen thousand five hundred seventy-two (32,617,572) class A shares, five million six hundred three thousand one hundred twenty-seven (5,603,127) class B shares and one (1) class C share with a nominal value of one United States Dollar (USD1) each.

The thirty-two million six hundred seventeen thousand five hundred seventy-two (32,617,572) new class A shares issued have been subscribed and fully paid up by Cargill International AM 2 S.à r.l., aforementioned, for the price of two hundred eighty-five million eight hundred twenty-nine thousand four hundred forty United States Dollars (USD 285,829,440) by a contribution in kind consisting of:

- hundred percent (100%) of the limited liability company interests of Cargill A.M. Holdco LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 5418529; and

- seven hundred sixty (760) shares of Horizon Milling ULC, a company formed and existing under the laws of Nova Scotia, Canada, having its registered office at Charles S. Reagh, P.O. Box 997, Suite 900, Upper Water Street, Halifax, Nova Scotia, B3J 2X2, Canada and registered with the Registrar of Joint Stock Companies under number 3275619.

Proof of the existence and the value of the contribution made by Cargill International AM 2 S.à r.l. has been produced to the undersigned notary.

The five million six hundred three thousand one hundred twenty-seven (5,603,127) new class B shares issued have been subscribed and fully paid up by CHS Milling Luxembourg, S.à r.l., aforementioned, for the price of sixty-nine million eight hundred seventy-three thousand one hundred fifty-seven United States Dollars (USD 69,873,157) by a contribution in kind consisting of:

- hundred percent (100%) of the limited liability company interests of CHS Milling Holdco, LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of Delaware, having its principal office at 5500 Cenex Drive, Inver Grove Heights, Minnesota 55077; and

- two hundred forty (240) shares of Horizon Milling ULC, aforementioned.

Proof of the existence and the value of the contribution made by CHS Milling Luxembourg, S.à r.l. has been produced to the undersigned notary.

The one (1) new class C share issued has been subscribed and fully paid up by ConAgra Foods AM Holding S.à r.l., aforementioned, for the price of nine hundred ten million nine hundred seventy thousand seven hundred sixty-seven United States Dollars (USD 910,970,767) by a contribution in kind consisting of hundred percent (100%) of the limited liability company interests of CF AM Holding LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of Delaware, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808 and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 5427362.

Proof of the existence and the value of the contribution made by ConAgra Foods AM Holding S.à r.l., aforementioned, has been produced to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of one billion two hundred sixty-six million six hundred seventy-three thousand three hundred sixty-four United States Dollars (USD 1,266,673,364) consists of thirty-eight million two hundred twenty thousand seven hundred United States Dollars (USD 38,220,700) for the share capital and one billion two hundred twenty-eight million four hundred fifty-two thousand six hundred sixty-four United States Dollars (USD 1,228,452,664) for the share premium.

Then:

- Cargill International AM 2 S.à r.l., aforementioned, here represented by Ms. Anne-Laure Giraudeau, Avocat, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on May 28, 2014 and

- CHS Milling Luxembourg, S.à r.l., aforementioned, here represented by Ms. Anne-Laure Giraudeau, Avocat, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in St Paul (Minnesota), on May 20, 2014

join the general meeting of shareholders of the Company and resolve together with the other shareholders on the subsequent items of the agenda.

The said proxies initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

“The Company’s share capital is set at two hundred forty-seven million nine hundred five thousand five hundred eighty-four United States Dollars (USD 247,905,584), represented by one hundred nine million seventy-eight thousand four hundred fifty-seven (109,078,457) class A shares (the “Class A Shares”, the holders thereof being referred to as “A Shareholders”) with a nominal value of one United States Dollars (USD 1) each and by twenty-nine million seven hundred forty-eight thousand six hundred seventy (29,748,670) class B shares (the “Class B Shares”, the holders thereof being referred to as “B Shareholders”) with a nominal value of one United States Dollars (USD 1) each and by one hundred nine million seventy-eight thousand four hundred fifty-seven (109,078,457) class C shares (the “Class C Shares”, the holders thereof being referred to as “C Shareholders”) with a nominal value of one United States Dollars (USD 1) each.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at seven thousand euro.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf mai.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg

ONT COMPARU:

1) Cargill, Incorporated, une société constituée et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au CT Corporation, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du Secretary of State of the State of Delaware, Etats-Unis d'Amérique, sous le numéro d'enregistrement 0286124, détentrice de soixante-seize millions quatre cent soixante mille huit cent quatre-vingt-cinq (76.460.885) parts sociales de catégorie A de la Société (telle que définie ci-dessous),

ici représentée par Madame Anne-Laure Giraudeau, Avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Minneapolis (Minnesota), le 20 mai 2014,

2) CHS Inc., une société coopérative existant selon les lois de l'Etat du Minnesota, ayant son siège social au 5500 Cenex Drive, Inver Grove Heights, Minnesota 55077, détentrice de vingt-quatre millions cent quarante-cinq mille cinq cent quarante-trois (24.145.543) parts sociales de catégorie B de la Société (telle que définie ci-dessous),

ici représentée par Madame Anne-Laure Giraudeau, Avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à St Paul (Minnesota), le 20 mai 2014,

3) ConAgra Foods AM Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, détentrice de cent neuf millions soixante-dix-huit mille quatre cent cinquante-six (109.078.456) parts sociales de catégorie C de la Société (telle que définie ci-dessous),

ici représentée par Mme Anne-Laure Giraudeau, Avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 21 mai 2014.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par la mandataire des parties comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont tous les associés et représentent l'intégralité du capital social d'Arden Mills S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.605, constituée selon acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 878, le 12 avril 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois selon acte reçu par le notaire soussigné, en date du 29 mai 2014, pas encore publié.

Les parties comparantes représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des associés est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Approbation de (i) Cargill International AM 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.728, et (ii) CHS Milling Luxembourg, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.876, en tant que nouveaux associés de la Société.

2. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de deux cent neuf millions six cent quatre-vingt-quatre mille huit cent quatre-vingt-quatre dollars américains (USD 209.684.884) à deux cent quarante-sept millions neuf cent cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatre dollars américains (USD 247.905.584) par l'émission de trente-deux millions six cent dix-sept mille cinq cent soixante-douze (32.617.572) parts sociales de catégorie A, cinq millions six cent trois mille cent vingt-sept (5.603.127) parts sociales de catégorie B et une (1) part sociale de catégorie C, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.

3. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société.

4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des associés adopte à l'unanimité, et requiert le notaire soussigné d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

En conformité avec l'article 189 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, telle que modifiée, l'assemblée générale des associés accepte (i) Cargill International AM 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.728, et (ii) CHS Milling Luxembourg, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.876, en tant que nouveaux associés de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trente-huit millions deux cent vingt mille sept cents dollars américains (USD 38.220.700) afin de le porter de son montant actuel de deux cent neuf millions six cent quatre-vingt-quatre mille huit cent quatre-vingt-quatre dollars américains (USD 209.684.884) à deux cent quarante-sept millions neuf cent cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatre dollars américains (USD 247.905.584) par l'émission de trente-deux millions six cent dix-sept mille cinq cent soixante-douze (32.617.572) parts sociales de catégorie A, cinq millions six cent trois mille cent vingt-sept (5.603.127) parts sociales de catégorie B et une (1) part sociale de catégorie C, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.

Les trente-deux millions six cent dix-sept mille cinq cent soixante-douze (32.617.572) nouvelles parts sociales de catégorie A émises ont été souscrites et intégralement libérées par Cargill International AM 2 S.à r.l., susmentionnée, pour un prix de deux cent quatre-vingt-cinq millions huit cent vingt-neuf mille quatre cent quarante dollars américains (USD 285.829.440) par un apport en nature consistant en:

- cent pour cent (100%) des limited liability company interests de Cargill A.M. Holdco LLC, une limited liability company formée et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 et enregistrée auprès du Secretary of State of the State of Delaware sous le numéro 5418529; et

- sept cent soixante (760) parts sociales de Horizon Milling ULC, une société formée et existant selon les lois de la Nouvelle-Écosse, Canada, ayant son siège social au Charles S. Reagh, P.O. Box 997, Suite 900, Upper Water Street, Halifax, Nouvelle-Écosse, B3J 2X2, Canada et enregistrée auprès du Registrar of Joint Stock Companies sous le numéro 3275619.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport de Cargill International AM 2 S.à r.l. a été produite au notaire soussigné.

Les cinq millions six cent trois mille cent vingt-sept (5.603.127) nouvelles parts sociales de catégorie B émises ont été souscrites et intégralement libérées par CHS Milling Luxembourg, S.à r.l., susmentionnée, pour un prix de soixante-neuf millions huit cent soixante-treize mille cent cinquante-sept dollars américains (USD 69.873.157) par un apport en nature consistant en:

- cent pour cent (100%) des limited liability company interests de CHS Milling Holdco, LLC, une limited liability company formée et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son établissement principal au 5500 Cenex Drive, Inver Grove Heights, Minnesota 55077; et

- deux cent quarante (240) parts sociales de Horizon Milling ULC, susmentionnée.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport de CHS Milling Luxembourg, S.à r.l. a été produite au notaire soussigné.

Une (1) nouvelle part sociale de catégorie C émise a été souscrite et intégralement libérée par ConAgra Foods AM Holding S.à r.l., susmentionnée, pour un prix de neuf cent dix millions neuf cent soixante-dix mille sept cent soixante-sept dollars américains (USD 910.970.767) par un apport en nature consistant en cent pour cent (100%) des limited liability company interests de CF AM Holding LLC, une limited liability company formée et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808 et enregistrée auprès du Secretary of State of the State of Delaware sous le numéro 5427362.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport de ConAgra Foods AM Holding S.à r.l., susmentionnée, a été produite au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant d'un milliard deux cent soixante-six millions six cent soixante-treize mille trois cent soixante-quatre dollars américains (USD 1.266.673.364) consiste en trente-huit millions deux cent vingt mille sept cents dollars américains (USD 38.220.700) pour le capital social et un milliard deux cent vingt-huit millions quatre cent cinquante-deux mille six cent soixante-quatre dollars américains (USD 1.228.452.664) pour la prime d'émission.

Par la suite,

- Cargill International AM 2 S.à r.l., susmentionnée, ici représentée par Mme Anne-Laure Giraudeau, Avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 28 mai 2014, et

- CHS Milling Luxembourg, S.à r.l., susmentionnée, ici représentée par Mme Anne-Laure Giraudeau, Avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à St Paul (Minnesota), le 20 mai 2014,

se joignent à l'assemblée générale des associés de la Société et décident avec les autres associés les points suivants figurant à l'ordre du jour.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par la mandataire des parties comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

«Le capital social de la Société est fixé à deux cent quarante-sept millions neuf cent cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatre dollars américains (USD 247.905.584), représenté par cent neuf millions soixante-dix-huit mille quatre cent cinquante-sept (109.078.457) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A», leurs détenteurs étant dénommés les «Associés A»), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, et par vingt-neuf millions sept cent quarante-huit mille six cent soixante-dix (29.748.670) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B», leurs détenteurs étant dénommés les «Associés B»), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, et par cent neuf millions soixante-dix-huit mille quatre cent cinquante-sept (109.078.457) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C», leurs détenteurs étant dénommés les «Associés C»), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ sept mille euros.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu à la mandataire des parties comparantes connue du notaire instrumentant par nom, prénom et résidence, ladite mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A.L. GIRAUDEAU, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 3 juin 2014. Relation: EAC/2014/7756. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014085911/275.

(140101873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

SorgeLux 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 187.809.

—
L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE DOUZE JUIN.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ISC Institutional Service Center Ltd, une société ayant son siège social au 118 London Road, The Quadrant, Kingston upon Thames, Surrey, KT2 6QJ, United Kingdom, inscrite sous le numéro 01716833;

ici représentée par Monsieur Benoît TASSIGNY, employé à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 6 juin 2014.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant agissant es-qualités, arequis le notaire instrumentant, d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme, que la partie pré-mentionnée a l'intention de constituer en tant qu'actionnaire ou avec toute autre personne qui deviendrait actionnaire de la société à l'avenir.

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société luxembourgeoise, sous forme de société anonyme.

Elle existera sous la dénomination de «SorgeLux 2 S.A.».

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. La société peut établir des succursales, filiales ou Pa 2 bureaux au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil d'administration.

Art. 3. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur sous toutes formes d'assistance financière, administrative, commerciale et de conseil, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et / ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts, sans que ceux-ci soient substantiels ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects de la société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la société.

Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même groupe que la société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un actionnaire de la société. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres conférant un droit de vote, par contrat ou autrement.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 31.000 (trente-et-un mille euro) représenté par 31.000 (trente-et-un mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Toutes les actions sont nominatives.

Un registre d'actionnaires sera tenu au siège social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions ainsi que l'indication des paiements effectués sur ces actions ainsi que les transferts des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée ou e-mail. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions résultera de l'inscription dans le registre des d'actionnaires.

Toute cession d'actions sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession enregistrée dans le registre des actionnaires datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre d'actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

Art. 6. La société ne reconnaît qu'un titulaire par titre. Si le titre appartient à plusieurs personnes ou s'il est grevé d'un usufruit ou d'un gage, la société a la faculté de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, titulaire de ces droits.

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. La société est engagée en toute hypothèse par la signature conjointe de deux administrateurs et, en ce qui concerne la gestion journalière, par le préposé à la gestion journalière, le tout sans préjudice de délégations spéciales.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire et, dans ce cas, la société est valablement représentée vis-à-vis des tiers par la signature de l'administrateur unique.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat et peut les révoquer en tout temps. Ils sont rééligibles. Au cas où aucune durée n'est fixée lors de la nomination de ces organes, ces organes sont nommés pour une durée d'un an.

Les mandats ne peuvent, sauf réélection, excéder une durée de six années. Ils prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur nommé par l'assemblée, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration doit élire un président parmi ses membres. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux administrateurs. La convocation doit être adressée aux administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures dix (dix) jours avant l'heure de

la réunion, sauf en cas d'urgence, dans quel cas la convocation devrait être effectuée au moins 5 jours avant la réunion. Les réunions ont lieu à l'endroit, au jour et à l'heure désignés dans les avis de convocation.

Le conseil d'administration peut se réunir et statuer valablement, même sans convocation préalable, chaque fois que tous les administrateurs sont présents ou représentés et consentent à délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si cinquante pour cent au moins de ses membres participent à la délibération en votant personnellement ou par mandataire. La délibération peut également intervenir par le biais du téléphone ou de la vidéoconférence. Le mandat ne peut être donné qu'à un autre administrateur. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Les décisions du conseil d'administration seront valablement adoptées par la majorité des votes des membres présents en personne ou par mandataire.

Dans le cas où le vote serait exprimé par écrit au moyen de télégrammes, télex ou télécopie, les résolutions doivent recueillir l'unanimité des administrateurs.

Une décision écrite signée par tous les administrateurs est aussi régulière et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

Art. 10. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par deux administrateurs.

Art. 11. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société, à l'exception de toutes opérations qui sont du ressort exclusif de l'assemblée générale des actionnaires.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et conclure tous contrats et actes nécessaires à l'exécution de toutes entreprises ou opérations qui intéressent la société, donner mainlevée, décider de tous apports, en donner valable quittance, faire et autoriser tous retraits, emprunter même au moyen d'émissions d'obligations.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, en ce qui concerne la gestion journalière, à une ou plusieurs personnes, actionnaires ou non, dont il fixe les conditions d'exercice des pouvoirs par des signataires accrédités par lui, ainsi que les rémunérations spéciales attachées à ces délégations. Lorsque la délégation est faite à un membre du conseil, l'autorisation préalable de l'assemblée générale est requise.

Le conseil peut également conférer tous pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires de son choix, administrateurs ou non.

Art. 13. Les assemblées générales des actionnaires doivent être convoquées par le conseil d'administration au moyen d'une convocation incluant l'ordre du jour et envoyée par lettre recommandée au moins dix (10) jours avant la tenue de l'assemblée à chaque actionnaire à l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires. En cas d'urgence, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation, à la condition que tous les actionnaires soient présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Les assemblées générales des actionnaires autres que l'assemblée générale ordinaire se tiennent soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué dans la convocation faite par le conseil d'administration.

Un Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en octroyant un pouvoir écrit à une autre personne, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes conditions pour participer aux assemblées générales le cas échéant, selon les lois applicables.

L'assemblée désigne le président de l'assemblée qui peut être le président du conseil d'administration, un administrateur ou une personne choisie par l'assemblée. Le président de l'assemblée préside le bureau et désigne un secrétaire, actionnaire ou non, chargé de la rédaction de procès-verbal de l'assemblée.

L'assemblée désigne un scrutateur qui peut être actionnaire ou non.

Les assemblées générales ordinaires annuelles et les assemblées générales ordinaires convoquées extraordinairement prennent leurs décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Art. 14. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et d'exploitation, des charges sociales et des amortissements nécessaires, constitue le bénéfice de la société.

Sur le bénéfice net ainsi déterminé, il est prélevé cinq pour cent pour être affecté à la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital.

L'affectation à donner au solde du bénéfice sera déterminée annuellement sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire.

Cette affectation peut comporter la distribution de dividendes, la création ou l'alimentation de fonds de réserve, de provision, le report à nouveau, ainsi que l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration peut procéder à des versements d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute les comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société, et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Art. 17. L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Des convocations sont faites dans les formes prescrites pour les assemblées générales ordinaires.

Les assemblées générales extraordinaires sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles soient composées d'un nombre d'actionnaires ou de mandataires spéciaux d'actionnaires représentant 50% au moins du capital social et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la société.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée par le conseil d'administration, dans les mêmes formes statutaires; cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée.

La seconde assemblée délibère valablement, quel que soit le quorum de présence.

Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 18. Les assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires peuvent se réunir et statuer valablement, même sans convocation préalable, chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et consentent à délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Art. 19. A tout moment, l'assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, prononcer la dissolution de la société. En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale extraordinaire règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs ayant pour mission de réaliser tout l'actif mobilier et immobilier de la société et d'éteindre le passif.

Sur l'actif net provenant de la liquidation après extinction du passif, il sera prélevé une somme nécessaire pour rembourser le montant libéré et non amorti des actions; quant au solde, il sera réparti au prorata entre toutes les actions.

Art. 20. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 21. L'assemblée générale se réunira de plein droit dans la commune du siège social, le 3^{ème} mercredi du mois de juin de chaque année à 14.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable bancaire suivant, à la même heure.

Art. 22. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Les premiers administrateurs et le premier commissaire sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, représentée comme mentionné ci-avant, déclare souscrire à la totalité des trente-et-un mille (31.000) actions.

Elle déclare que toutes les actions ont été partiellement libérées en espèces, à concurrence de 25% au moins, de sorte que la somme de SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (7.750.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.500.-.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à un.

Est appelé aux fonctions d'administrateur unique, son mandat expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015:

- Monsieur Herman MOORS, administrateur de sociétés, né à Bilzen, le 03 novembre 1944, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 19, Boulevard Grande Duchesse Charlotte.

La société est valablement représentée vis-à-vis des tiers par la signature de l'administrateur unique.

Deuxième résolution

Est désigné comme commissaire aux comptes SIGMA TRUST INTERNATIONAL SARL, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 26-28 rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, enregistré au Registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B143401. Le mandat du commissaire est fixé à une année et se terminera lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2015.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé à L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une traduction anglaise. Sur demande des comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, le mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Follows the English version of the preceding text:

Suit la version anglaise du texte qui précède:

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND ON THE TWELFTH DAY OF JUNE.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ISC Institutional Service Center Ltd, a company incorporated under the laws of United Kingdom, with registered office in 118 London Road, The Quadrant, Kingston upon Thames, Surrey, KT2 6QJ, United Kingdom, registered under number 01716833;

duly represented by Mr Benoît TASSIGNY, employee in Redangesur-Attert,

by virtue of a proxy delivered on 6 June 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the notary executing, remains annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above capacity, has requested the undersigned notary, to draw up the following Articles of Incorporation of a "société anonyme", which he intend to organise as shareholder or with any person who may become shareholder of the company in the future.

Denomination - Registered Office - Duration - Object

Art. 1. It is hereby established a Luxembourg company, in the form of a "société anonyme".

It exists under the name of «SorgeLux 2 S.A.».

Art. 2. The registered office of the company is established in Luxembourg City, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

Art. 3. The company has as its object the participation, in any form whatsoever, in all Luxembourgish and foreign businesses, the acquisition of all titles and rights, through participation, contribution, subscription, underwriting or option to buy and by any other means, among them being the acquisitions of patents and licenses, their management and their development in all forms of financial, administrative, commercial and consulting assistance, as well as all operations connected directly or indirectly to its object, especially borrowing with or without guarantee and in all currencies through issue obligations which would equally be able to be converted and / or subordinated and granting loans or guarantees to companies in which it will take interests, without these are substantial or any company that would be a direct or indirect shareholder, or any company belonging to the same group of the company.

For the purposes of this section, a company shall be considered as belonging to the same group as the company if that other company directly or indirectly owns, is owned by, controlling, controlled by or is under common control with, or is controlled by a shareholder of the company. A company shall be deemed to control another company if it owns, directly or indirectly, all or a substantial part of the total share capital of the company or has the power to direct or advise the management and policies of the another company, whether the means of holding shares conferring a right to vote, by contract or otherwise.

Moreover, the company can effect all commercial operations, finance, movable and immovable connecting directly or indirectly to its object or susceptible to facilitate the realization of it.

Art. 4. The company is established for an unlimited duration.

It can be dissolved by decision of the extraordinary general meeting of shareholders deciding in the same way as when the articles of incorporation are amended.

Art. 5. The subscribed capital is fixed at EUR 31,000 (thirty one thousand euro) represented by 31,000 (thirty one thousand) shares with a nominal value of EUR 1 (one euro) each.

All the shares are in registered form.

A shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter or e-mail. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the shares will result from the recordings in the shareholders' register.

Any transfer of shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Art. 6. The company recognizes only one owner per share. If the title is held by several persons or if it is subject to a usufruct or a pledge, the company has the right to suspend the exercise of rights attached thereto until only one person is designated as being the owner of those rights.

Art. 7. The company is managed by a board of directors composed of 3 members at least, shareholders or not. The company is committed in any hypothesis by the joint signature of 2 directors and regarding the daily management, by the person in charge of the daily management, without prejudice to special delegations.

However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company, and, in this case, the company shall be bound towards third parties by the signature of the sole director.

The operations of the company are surveyed by one or several auditors, shareholders or not.

The directors and the auditors are appointed by the general meeting of the shareholder who fix their number and the duration of their mandate and can revoke them at any time. They are re-elected. In the case where no period has been fixed by the general meeting for the nomination of these organs, these organs are appointed for a period of one year.

The mandates cannot, without re-election exceed a period of six years. They end immediately after the ordinary general meeting of the year of their expiration.

In the case of a vacancy of a post of a director appointed by the general meeting, the directors remaining so appointed have the right to temporarily fill such vacancy; in this case the general meeting proceeds with definitive election at its first meeting.

Art. 8. The board of directors must elect a chairman among its members. In the case of absence of the chairman or of a vice chairman, the directors present will replace the director designated for this purpose.

Art. 9. The board of directors meets on the convocation of the chairman of the board or of two directors. Such convocation shall be made at least ten (10) working days prior to the meeting, except in case of urgency where such convocation shall be made at least five (5) working days prior to the meeting.

The meetings take place in the place and on a day and time designated in the notice of the meeting.

The board of directors can meet and decide validly without a prior convocation, every time that all the directors are present or represented and consent to deliberate on the objects of the agenda.

The board of directors can validly decide only if 50% at least of its members participate in the deliberation voting personally or by proxy. The deliberation can equally take place by way of telephone or videoconference.

The mandate can only be given to another director. A director can represent several of his colleagues. Decisions of the board of directors shall be validly adopted by a majority vote of the members present in person or by proxy.

In the case where the vote would be expressed in writing or by means of telegram, telex or telecopy, the resolutions must collect unanimity of the directors.

A signed written decision by all the directors is also regulated and valid as if it had been adopted by a meeting of the board of directors duly convened and held. Such decision would be able to be documented by one or several separate documents having the same content, each signed by one or several directors.

Art. 10. The deliberations of the board of directors are recorded in minutes signed by two directors.

Art. 11. The board of directors is vested with the broadest powers to accomplish all acts of disposal and administration in the interests of the company, with the exception of all operations which are exclusively for the general meeting of shareholders.

All the powers which are not expressly reserved by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, or by the articles of association of the company for the general meeting, will be within the competence of the board of directors.

It may, in particular, and without that the designation which follows is restrictive, draft and enter into all contracts and documents necessary to the execution of any business or operations concerning the company, release, decide on all inputs, give valid discharge, carry and authorize any withdrawals, even borrow through bond issues.

Art. 12. The board of directors can delegate all or part of its powers regarding the daily management, to one or several persons, shareholders or not, for which it fixes the conditions for the exercise of the powers by the signatories accredited by it, as well as the special remuneration attaching to those delegations. When the delegation is made to a member of the board of directors, the prior authorization of the general meeting is required. The board of directors can also give special powers to one or several persons of its choice, director or not.

Art. 13. Any general meeting of shareholders shall be convened by the board of directors pursuant to a notice given by the board of directors setting forth the agenda and sent by registered letter or e-mail at least ten (10) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the shareholder register. In case of urgency, a general meeting can be held without any convening notice, provided that all shareholders are present or represented and have knowledge of the agenda of the meeting.

The general meeting of shareholders other than the ordinary general meeting takes place either at the registered office or in another place indicated in the convening notice made by the board of directors.

Any Shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by any other electronic means as his proxy, another person who need not to be a Shareholder.

The board of directors may determine any further conditions that must be fulfilled in order to take part in the general meetings and as permitted under any applicable laws.

The meeting designates the chairman of the meeting who can be the chairman of the board of directors, a director or a person chosen by the meeting. The chairman of the meeting presides over the office and appoints a secretary, shareholder or not, responsible for the drafting of the minutes of the meeting.

The meeting designates a scrutineer who can be a shareholder or not.

The annual general meeting and the annual general meetings to be held extraordinarily take the decisions by simple majority of the votes.

Art. 14. The general meeting has the broadest powers to do or ratify all the acts which are in the interest of the company.

Art. 15. The balance sheet surplus, net of general expenses and running costs, social charges and amortization constitute the profit of the company.

On the net profit so determined, 5% is to be assigned to the formation of the legal reserve; this allocation shall cease to be obligatory when the funds of the reserve reach a tenth of the capital.

The allocation of the net profit shall be determined annually upon proposition of the board of directors by the general meeting.

This allocation may include the payment of dividends, the creation or supply of reserve funds, provisions, retained earnings and amortization of capital without the stated capital being reduced.

Dividends are paid at places and times determined by the board of directors. The general meeting can authorize the board of directors to pay the dividends in all other currencies other than that in which the balance sheet is prepared and to determine the conversion rate of the dividend in the currency of payment.

The board of directors can pay interim dividends under the conditions and in the manner prescribed by law.

Art. 16. The general meeting hears the reports of directors and auditors and discusses the annual accounts.

After the adoption of the annual accounts, the general meeting decides by a special vote on the discharge of the directors and auditors. This discharge is valid only if the balance sheet contains no omission or false indication concealing the real situation of the company, and with respect to acts done outside the articles of association, unless specifically mentioned in the convening notice.

Art. 17. The extraordinary general meeting can modify any provisions of the articles of association. The convening notices are made in the form prescribed for the ordinary general meetings.

The extraordinary general meetings are properly constituted and validly deliberate only insofar as they are composed of a number of shareholders or special mandatory shareholders representing at least 50% of the share capital and that the agenda indicates the proposed changes of the articles of association and, if applicable, the text which relates to the object or the form of the company.

If the first of these conditions is not filled, a new meeting can be called by the board of directors, in the same form; this convening notice reproducing the agenda and indicating the date and the result of the preceding meeting.

The second meeting validly deliberates regardless of the quorum present.

In both meetings, resolutions, to be valid, must be adopted by a two-third majority of the votes of the shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Art. 18. The general meetings, both ordinary and extraordinary, can be validly held and can validly decide, without prior notice, whenever all the shareholders are present or represented and consent to deliberate on the objects on the agenda.

Art. 19. At any time the extraordinary general meeting can decide, upon proposition of the board of directors, to dissolve the company. In the case of dissolution of the company, the extraordinary general meeting determines the procedure of liquidation and appoint one or several liquidators whose mission is to realize all the movable and immovable assets of the company and extinguish liabilities.

On the net assets resulting from the liquidation after all the liabilities are discharged, a necessary sum will be deducted to reimburse the amount of outstanding shares. Any surplus will be distributed pro rata between all the shares.

Art. 20. The financial year commences on the 1st day of January and finishes last day of December of every year.

Art. 21. The annual general meeting will take place at the registered office of the company on the 3rd Wednesday of the month of June each year at 2p.m.. If this day is a holiday, the annual general meeting will take place on the first business day following, at the same time.

Art. 22. For all points not governed by the articles of association of the company, the parties will apply the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2014.

The first annual general meeting shall be held in 2015.

The first directors and the first auditor are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the appearing parties, represented as stated hereabove, declare to subscribe the thirty-one thousand (31.000) shares.

The parties declare that all the shares have been partially paid up by payment in cash, up to 25%, so that the amount of SEVEN THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FIFTY EUROS (7.750,00 EUR) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

105624

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at EUR 1.500.-.

Extraordinary general meeting

The above-named party, acting in the here above stated capacity, representing the whole of the subscribed capital, considering himself to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at one.

The following has been elected as sole director, his mandate expiring at the general meeting which will be held in the year 2015.

- Mr. Herman MOORS, director of companies, born in Bilzen, on November 3rd, 1944 residing in L-1331 Luxembourg, 19, Boulevard Grande Duchesse Charlotte.

The company shall be bound towards third parties by the signature of the sole director.

Second resolution.

Is designated as statutory auditor in charge of auditing the accounts of the company SIGMA TRUST INTERNATIONAL SARL, a société à responsabilité limitée with registered office at 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, registered in the Register of Commerce of Luxembourg under the number B143401. The mandate of the statutory auditor shall be for one year and ending at the Annual General Meeting to be held in 2015.

Third resolution

The company's registered office is located at L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the French and the English text, the French version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, who is known to the notary by his surnames, Christian names, civil status and residences, said proxy-holder signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: B. TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 13 juin 2014. Relation: RED/2014/1292. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 17 juin 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014085727/440.

(140100816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Garden Flower Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 157.444.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014082279/12.

(140096889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

CDR Ray Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 105.805.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of April;

Before Us, Me Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

CDR Ray Investor L.P., a Cayman Islands exempted limited partnership, having its registered office at M&C Corporate Services Limited, PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, British West Indies, acting by its general partner, CDR Ray Investor GP Limited, having its registered office at M&C Corporate Services Limited, PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, British West Indies,

here represented by Mrs. Sara LECOMTE, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of "CDR Ray Investor S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 105.805, which has been incorporated by deed of Me Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 21 December 2004, and which articles of association (the "Articles", which term shall encompass all subsequent amendments to the articles of incorporation of the Company) are published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 491 dated 25 May 2005. The Articles have not been amended since its incorporation.

The appearing party, representing the whole share capital of the Company and represented as stated here above, requires the notary to act the following resolutions taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of a general meeting of shareholders and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing, and of article 12.3 of the Articles:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve and put the Company into liquidation as of the date of the present deed.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint as liquidator of the Company, Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 142.389, in accordance with article 18 of the Articles (the "Liquidator").

The Sole Shareholder resolves to approve the engagement letter granted to the Liquidator in relation to its mandate as liquidator.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves that the Liquidator shall receive the powers determined hereafter:

- The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the 1915 Law;
- The Liquidator may exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registration; renounce all in rem rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; and remove any attachment, with or without payment, of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrance;
- The Liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company;
- The Liquidator may, under its responsibility and for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers as it determines and for the period it determines;
- The Liquidator may distribute to the Sole Shareholder an advance in cash or in kind on the proceeds of the liquidation;
- The Liquidator shall be liable, both to third parties and to the Company, for the execution of the mandate given to it hereby;
- The Liquidator's signature binds validly and without limitation the Company in the process of liquidation;
- The Liquidator shall draft a report on the results of the liquidation and the employment of the corporate assets with supporting accounts and documents.

Costs and expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-sept avril;

Par-devant Nous, Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

CDR Ray Investor L.P., une société en commandite (exempted limited partnership) constituée sous le droit des Iles Cayman, ayant son siège social à M&C Corporate Services Limited, PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, British West Indies, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner), CDR Ray Investor GP Limited, ayant son siège social à M&C Corporate Services Limited, PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, British West Indies,

ici représentée par Madame Sara LECOMTE, employée privée demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de partie comparante et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, aux fins d'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique (l'"Associé Unique") d'une société à responsabilité limitée "CDR Ray Investor S.à r.l." (la "Société"), ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105.805, constituée par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 21 décembre 2004, dont les statuts (les statuts initiaux ainsi que toutes les modifications subséquentes aux statuts initiaux étant les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 491 du 25 mai 2005. Les Statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société et représentée comme indiqué ci-dessus, requière le notaire d'acter les résolutions suivantes prises en conformité avec les provisions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales datée du 10 août 1915, telle que modifiée (la "Loi de 1915"), selon lesquelles un associé d'une société à responsabilité limitée peut exercer les pouvoirs d'une assemblée générale des associés et les décisions de l'associé unique sont enregistrées dans les minutes ou établies par écrit, et de l'article 12.3 des Statuts:

Première résolution

L'Associé Unique décide de dissoudre et de mettre la Société en liquidation à compter de la date du présent acte.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de se nommer comme liquidateur de la Société, Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.389, conformément à l'article 18 des Statuts (le "Liquidateur").

L'Associé Unique décide d'approuver la lettre d'engagement accordée au Liquidateur dans le cadre de son mandat de liquidateur.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide que le Liquidateur recevra les pouvoirs comme déterminés ci-après.

- Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la Loi de 1915;
- Le Liquidateur peut dispenser le conservateur des hypothèques de procéder à une inscription automatique; renoncer à tous droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions résolutoires; et enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres charges;
- Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société;

- Le Liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera;
- Le Liquidateur pourra distribuer à l'Associé Unique une avance en numéraire ou en nature sur le boni de liquidation;
- Le Liquidateur sera responsable tant envers les tiers qu'envers la Société, pour l'exécution du mandat qui lui est donné;
- La signature du Liquidateur lie valablement et sans limitation la Société dans le processus de liquidation;
- Le Liquidateur rédigera un rapport sur les résultats de la liquidation et sur l'emploi des actifs sociaux, comptes et documents à l'appui.

Coûts et dépenses

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en en-tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 23 avril 2014. Relation: LAC/2014/1882. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014085280/133.

(140100845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

Power Group Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op Der Ahlkärrech.

R.C.S. Luxembourg B 187.951.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr Darko HORVAT, manager, born on December 4th, 1966 in Ptuj (Slovenia), residing at 12 Carlos Place, W1K 2 ET London, United Kingdom,

here represented by Mr Richard KOHL, manager, residing professionally at 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher, pursuant to a proxy given under private seal in London, United Kingdom on May 2nd, 2014.

Which proxy after having been initialled "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Power Group Financing S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

3.2. An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations in relation to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

3.3. The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

3.4. The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

3.5. The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. Each Share carries one (1) voting right.

6.3. The shares are freely transferable between shareholders.

6.4. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.5. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the corporate capital.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need to be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers.

The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favor of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) If the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager together with any class B manager.

(iii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) Any increase in a shareholder's commitment to the Company and the Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend. If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realize the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31st, 2014.

Subscription and Payment

Mr Darko HORVAT, prenamed, subscribes for all the twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation and first location are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1) The following person is appointed as sole manager of the Company for an undetermined period:

Mr Richard KOHL, manager, born on September 17th, 1955 in Bitburg (Germany) and residing professionally at 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher.

2) The registered office of the Company is fixed at 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung

Im Jahr zweitausendvierzehn, am elften Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Herr Darko HORVAT, Geschäftsführer, geboren am 4. Dezember 1966 in Ptuj (Slowenien), wohnhaft in 12 Carlos Place, W1K 2 ET London, Vereinigtes Königreich,

hier vertreten durch Herrn Richard KOHL, Geschäftsführer, beruflich wohnhaft in 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher, gemäß einer privatschriftlich erteilten Vollmacht gegeben in London, Vereinigtes Königreich am 2. Mai 2014.

Welche Vollmacht die von dem Erschienenen und der unterzeichnenden Notarin "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde beigelegt um sie, zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Der Erschienene hat den unterzeichneten Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

I. Name - Sitz - Unternehmensgegenstand - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet "Power Group Financing S.à r.l." (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das Gesetz) und der vorliegenden Satzung (die Satzung).

Art. 2. Sitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann mittels eines Beschlusses der Geschäftsführung innerhalb dieser Gemeinde verlegt werden. Der Sitz kann mittels eines Beschlusses der Gesellschafter an irgendeinen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden entsprechend der für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen.

2.2. Niederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können kraft eines Beschlusses der Geschäftsführung im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland gegründet werden. Falls die Geschäftsführung feststellt, dass außergewöhnliche politische oder kriegsartige Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen und dass diese Entwicklungen oder Umstände die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen dem Büro am Geschäftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, dann kann der Sitz vorübergehend in das Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Beendigung der besagten Entwicklungen oder Umstände. Solche vorübergehenden Maßnahmen bewirken nicht eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Sitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Unternehmensgegenstand.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

3.2. Ein zusätzlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Verkauf von Grundeigentum/Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, sowie alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit Grundeigentum bzw. Immobilien, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an in- oder ausländischen Gesellschaften, deren Hauptzweck es ist, Grundeigentum bzw. Immobilien zu erwerben, zu entwickeln, zu fördern, zu verkaufen, zu verwalten und/oder zu vermieten.

3.3. Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

3.4. Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuld- bzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

3.5. Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch Todesfall, Aufhebung der Bürgerrechte, Arbeitsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einen ähnlichen Vorfall, der einen oder mehrere Gesellschafter betrifft.

II. Kapital - Beteiligungen

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile in registrierter Form zu je einem Nominalwert von einem Euro (1.- EUR).

5.2. Das Stammkapital kann einmalig oder mehrmalig durch Beschluss der Gesellschafter erhöht oder gesenkt werden, im Einklang mit den für die Änderung dieser Satzung vorgeschriebenen Bedingungen.

Art. 6. Anteile.

- 6.1. Die Anteile sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Inhaber je Anteil an.
- 6.2. Alle Anteile haben ein (1) Stimmrecht.
- 6.3. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.
- 6.4. Falls die Gesellschaft über einen einzigen Gesellschafter verfügt, dann sind die Anteile frei auf Dritte übertragbar.
- 6.5. Falls die Gesellschaft über mehr als einen Gesellschafter verfügt, dann bedarf der Übertrag der Anteile (unter Lebenden) an Dritte der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten.
- 6.6. Ein Anteilübertrag ist für die Gesellschaft oder Dritte nur verbindlich nach Benachrichtigung oder Einwilligung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs (Code Civil).
- 6.7. Am Sitz der Gesellschaft ist ein Register der Gesellschafter aufzubewahren, das von jedem Gesellschafter auf Anfrage eingesehen werden kann.
- 6.8. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile einziehen, vorausgesetzt:
 - (i) sie verfügt über ausreichende Rücklagen für diesen Zweck; oder
 - (ii) die Einziehung resultiert aus einer Senkung des Stammkapitals der Gesellschaft.

III. Management - Repräsentation

Art. 7. Bestellung und Abberufung der Geschäftsführer.

- 7.1. Die Leitung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die kraft eines Beschlusses der Gesellschafter bestellt werden, mit dem zugleich die Amtszeit festgelegt wird. Die Geschäftsführer müssen Gesellschafter sein.
- 7.2. Die Geschäftsführer können jederzeit, mit oder ohne Begründung, durch einen Beschluss der Gesellschafter abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführung. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so stellen sie die Geschäftsführung dar.

Die Gesellschafter können über die Bestellung zweier Klassen von Geschäftsführern entscheiden, d.h. einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B.

8.1. Befugnisse der Geschäftsführung

- (i) Alle Befugnisse, die kraft des Gesetzes oder der Satzung nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung, die für die Durchführung und Genehmigung sämtlicher Handlungen und Tätigkeiten im Einklang mit dem Unternehmensgegenstand der Gesellschaft bevollmächtigt ist.
- (ii) Die Geschäftsführung kann für bestimmte Angelegenheiten spezielle oder eingeschränkte Vollmachten an einen oder mehrere Vertreter erteilen.

8.2. Verfahrensweisen

- (i) Die Geschäftsführung versammelt sich auf Verlangen von mindestens zwei (2) der Geschäftsführer und zwar an dem in der Einberufungsbekanntmachung angegebenen Ort, der sich in der Regel in Luxemburg befindet.
- (ii) Eine schriftliche Bekanntmachung über eine Versammlung der Geschäftsführung ist mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vorab an alle Geschäftsführer zu übermitteln, es sei denn, es handelt sich um einen Notfall, wann die Art und die Umstände desgleichen in der Bekanntmachung anzuführen sind.
- (iii) Eine Bekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind und erklären, vollste Kenntnis über die Tagesordnung der Versammlung zu besitzen. Ein Geschäftsführer kann ebenso auf die Bekanntmachung einer Versammlung verzichten, entweder vor oder nach der Versammlung. Gesonderte schriftliche Bekanntmachungen sind nicht für jene Versammlungen erforderlich, die zu den Zeiten und an den Orten abgehalten werden, die bereits in einem seitens der Geschäftsführung angenommenen Plan angegeben wurden.
- (iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vertretungsvollmacht für eine Versammlung der Geschäftsführung erteilen.
- (v) Die Geschäftsführung kann sich nur dann rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung müssen rechtskräftig anhand einer Stimmmehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer angenommen werden, vorausgesetzt dass, falls die Gesellschafter einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B bestellt haben, mindestens einer (1) der Geschäftsführer der Klasse A und einer (1) der Geschäftsführer der Klasse B seine Stimme zu Gunsten des Beschlusses abgibt. Über die Beschlüsse der Geschäftsführung ist Protokoll zu führen, das seitens des Versammlungsvorsitzenden unterzeichnet wird oder, falls kein Versammlungsvorsitzender ernannt wurde, seitens aller anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer.
- (vi) Jeder Geschäftsführer kann an einer Versammlung der Geschäftsführung mittels Telefon- oder Videokonferenz sowie mittels sonstiger Kommunikationsmittel teilnehmen, die allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, sich ge-

gegenseitig zu identifizieren, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Eine derartige Teilnahme wird als gleichwertig zu einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung betrachtet.

(vii) Beschlüsse der Geschäftsführung, die seitens aller Geschäftsführer im Umlaufverfahren unterzeichnet sind (Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführung) sind rechtsgültig und verbindlich, so als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung der Geschäftsführung gefasst wären und tragen das Datum der letzten Unterschrift.

8.3. Repräsentation

(i) Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die alleinige Unterschrift eines jeden Geschäftsführers verpflichtet.

(ii) Falls die Gesellschafter einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B bestellt haben, ist die Gesellschaft gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Klasse A und eines Geschäftsführers der Klasse B verpflichtet.

(iii) Die Gesellschaft ist ebenso gegenüber Dritten durch die Unterschrift einer Person(en), der spezielle Vollmachten seitens der Geschäftsführung abgeordnet wurden, verpflichtet.

Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer. Erfolgt die Leitung der Gesellschaft durch einen alleinigen Geschäftsführer, so sind alle Bezugnahmen in der Satzung zu der Geschäftsführung, den Geschäftsführern oder einem Geschäftsführer als Bezugnahmen zu dem alleinigen Geschäftsführer - falls zutreffend - zu verstehen.

Art. 10. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind nicht persönlich für Verpflichtungen haftbar zu machen, die sie aufgrund ihres Amtes im Namen der Gesellschaft rechtsgültig eingegangen sind, unter der Voraussetzung, dass diese Verpflichtungen im Einklang mit der Satzung und dem Gesetz stehen.

IV. Gesellschafter

Art. 11. Gesellschafterversammlungen und Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse.

11.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Sofern Beschlüsse nicht entsprechend Artikel 11.1. (ii) gefasst werden, sind Gesellschafterbeschlüsse in Gesellschafterversammlungen zu fassen (jeweils eine Gesellschafterversammlung).

(ii) Jeder Anteil berechtigt den Inhaber zu einer (1) Stimme.

11.2. Bekanntmachungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheit und Stimmverfahren

(i) Die Gesellschafter können seitens der Geschäftsführung zu Gesellschafterversammlungen einberufen werden. Die Geschäftsführung muss eine Gesellschafterversammlung einberufen, in Folge des Verlangens von einer Zahl von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals repräsentieren.

(ii) Die schriftliche Bekanntmachung einer Gesellschafterversammlung ist an alle Gesellschafter mindestens acht (8) Tage vor dem Versammlungstag zu geben, es sei denn, es handelt sich um einen Notfall, wann die Art und die Umstände desgleichen in der Bekanntmachung anzuführen sind.

(iii) Wenn Beschlüsse in schriftlicher Form gefasst werden sollen, so muss die Geschäftsführung den Text eines solchen Beschlusses an alle Gesellschafter übermitteln. Die Gesellschafter sollen in schriftlicher Form abstimmen und innerhalb der seitens der Geschäftsführung gesetzten Frist ihre getroffene Entscheidung an die Gesellschaft zurück übermitteln. Jeder Geschäftsführer ist dazu berechtigt, die Stimmen auszuzählen.

(iv) Gesellschafterversammlungen sind an dem Ort und zu der Zeit abzuhalten, die in den Bekanntmachungen angeführt sind.

(v) Wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung informiert betrachten, kann diese ohne vorherige Bekanntmachung abgehalten werden.

(vi) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person (die kein Gesellschafter sein muss) eine schriftliche Vertretungsvollmacht für eine Gesellschafterversammlung erteilen.

(vii) Die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse sind von einer Zahl von Gesellschaftern zu verabschieden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals halten. Falls diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erlangt wird, so sind die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung einzuberufen, in welcher der Beschluss durch die Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen ist, unabhängig von dem Verhältnis des repräsentierten Stammkapitals.

(viii) Jede Erhöhung der Verpflichtung der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft und jede Änderung der Satzung kann nur durch Zustimmung der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter erfolgen, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten.

(ix) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter.

(x) Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse werden unter Einhaltung der oben dargelegten Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvoraussetzungen gefasst und tragen das Datum der letzten Unterschrift, die vor Ablauf des seitens der Geschäftsführung gesetzten Frist eingegangen ist.

Art. 12. Alleinige Gesellschafter. Wenn die Anzahl der Gesellschafter auf einen (1) reduziert ist:

(i) übt der alleinige Gesellschafter sämtliche Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung per Gesetz gewährt werden;

(ii) ist jede Bezugnahme in der Satzung zu den Gesellschaftern, der Gesellschafterversammlung oder den Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen gegebenenfalls als Bezugnahme zu dem alleinigen Gesellschafter oder dem Beschluss des alleinigen Gesellschafters zu verstehen; und

(iii) sind die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters zu protokollieren oder schriftlich abzufassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 13. Geschäftsjahr und Feststellung des Jahresabschlusses.

13.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember jeden Jahres.

13.2. Die Geschäftsführung hat jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung aufzustellen, gemeinsam mit einem Bestandsverzeichnis des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, mit einem zusammenfassenden Anhang der Verpflichtungen der Gesellschaft und der Verbindlichkeiten seitens der Geschäftsführer und Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft.

13.3. Jeder der Gesellschafter kann das Bestandsverzeichnis und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung müssen innerhalb von sechs (6) Monaten nach Abschluss des jeweiligen Geschäftsjahres entweder (a) in der Gesellschafterversammlung (falls abgehalten) oder (b) mittels eines Schriftlichen Gesellschafterbeschlusses genehmigt werden.

Art. 14. Auditoren.

14.1. Falls gesetzlich vorgeschrieben sind die Tätigkeiten der Gesellschaft seitens eines oder mehrerer zugelassener externer Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréés) zu beaufsichtigen. Die Gesellschafter bestellen, falls erforderlich, die zugelassenen externen Wirtschaftsprüfer, legen ihre Anzahl, Vergütung sowie ihre Amtszeit fest.

14.2. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, sind die Tätigkeiten der Gesellschaft von einem oder mehreren Revisoren zu beaufsichtigen, sofern das Gesetz nicht die Bestellung eines oder mehrerer zugelassener externer Prüfer (réviseurs d'entreprises agréés) vorsieht. Die Revisoren unterliegen der Wiederernennung durch die jährliche Gesellschafterversammlung. Sie können, aber müssen keine Gesellschafter sein.

Art. 15. Gewinnverteilung.

15.1. Fünf Prozent (5%) des Jahresüberschusses der Gesellschaft sind den gesetzlich vorgeschriebenen Rücklagen zuzuweisen (gesetzliche Rücklage). Diese Erfordernis endet, wenn die gesetzliche Rücklage einen Betrag erlangt, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals entspricht.

15.2. Die Gesellschafter müssen die Zuteilung des Jahresüberschusses festlegen. Sie können sich für die Auszahlung einer Dividende, die Zuweisung des Saldos auf ein Reservekonto oder einen Vortrag entsprechend den maßgeblichen gesetzlichen Bestimmungen entscheiden.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit ausgeschüttet werden und unterliegen folgenden Bedingungen:

(i) die Geschäftsführung muss einen Zwischenabschluss erstellen;

(ii) anhand des Zwischenabschlusses muss nachgewiesen werden, dass ein ausreichender Gewinn und sonstige Rücklagen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung verfügbar sind; wobei davon ausgegangen wird, dass der auszuschüttende Betrag nicht den Gewinn übersteigen darf, der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss festgestellt wurde, erzielt wurde, erhöht um Gewinnvorträge und verfügbare Rücklagen sowie gemindert um Verlustvorträge und zu den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisende Beträge.

(iii) innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum des Zwischenabschlusses muss die Geschäftsführung den Beschluss über die Ausschüttung der Zwischendividenden fassen; und

(iv) unter Berücksichtigung des Vermögens der Gesellschaft dürfen die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Ausschüttung der Zwischendividenden nicht gefährdet werden. Falls die ausgezahlten Zwischendividenden den verfügbaren Gewinn am Ende des Geschäftsjahres übersteigen, ist die Geschäftsführung berechtigt, die Erstattung der Dividenden, die nicht dem tatsächlich erzielten Gewinn entsprechen, einzufordern und die Gesellschafter haben auf Verlangen der Geschäftsführung sofort den Überschuss der Gesellschaft rück zu vergüten.

VI. Auflösung - Liquidation

16.1. Die Gesellschaft kann zu jedem Zeitpunkt durch einen Gesellschafterbeschluss aufgelöst werden, der mit Zustimmung einer (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter gefasst wurde, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten. Die Gesellschafter bestellen einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, für die Durchführung der Liquidation und legen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung fest. Sofern seitens der Gesellschafter nicht anders entschieden wurde, sind die Insolvenzverwalter bevollmächtigt, die Vermögenswerte der Gesellschaft zu verwerten und ihre Verbindlichkeiten zu begleichen.

16.2. Der Überschuss (falls vorhanden) nach der Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten ist an die Gesellschafter proportional zu den von ihnen gehaltenen Anteilen auszuschütten.

VII. Allgemeine Bestimmungen

17.1. Die Erstellung und der Verzicht auf Bekanntmachungen und Mitteilungen, die Fassung von Beschlüssen der Geschäftsführung im Umlaufverfahren und der Schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse kann in schriftlicher Form, per Fax, Email oder mittels eines anderen elektronischen Kommunikationsmittels erfolgen.

17.2. Vollmachten können in irgendeiner der oben angeführten Formen erteilt werden. Vollmachten in Verbindung mit Versammlungen der Geschäftsführung können ebenso seitens eines Geschäftsführers erteilt werden, im Einklang mit Bedingungen, die seitens der Geschäftsführung akzeptiert werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich sein oder in elektronischer Form, sofern sie alle gesetzlichen Anforderungen erfüllen, um gleichbedeutend mit einer handschriftlichen Unterschrift zu sein. Unterschriften auf den im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen der Geschäftsführung, den seitens der Geschäftsführung in Telefon- oder Videokonferenz gefassten Beschlüssen oder den Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen können gegebenenfalls auf einem Originaldokument oder mehreren Kopien des selben Dokuments erscheinen, die insgesamt ein und dasselbe Dokument darstellen.

17.4. Alle nicht ausdrücklich in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden, im Einklang mit dem geltenden Gesetz und vorbehaltlich etwaiger unabdingbarer Gesetzesbestimmungen, zur gegebenen Zeit seitens der Gesellschafter bestimmt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt mit dem Tag dieses Dokuments und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Zahlung

Herr Darko HORVAT, vorbenannt, zeichnet zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile in registrierter Form, mit einem Nominalwert von einem Euro (1.- EUR) pro Anteil und ist einverstanden, diese vollständig mittels einer Kapitaleinlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR) einzuzahlen.

Das gezeichnete Kapital wurde in voller Höhe eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Kosten

Ausgaben, Kosten, Gebühren und Abgaben jeglicher Art, die seitens der Gesellschaft in Verbindung mit ihrer Gründung und dem ersten Standort entstehen, werden auf eintausendvierhundert Euro (1.400.-EUR) geschätzt.

Gesellschafterbeschlüsse

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft hat der Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Kapital darstellt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Folgende Person wird als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit bestellt:

Herr Richard KOHL, Geschäftsführer, geboren am 17. September 1955 in Bitburg (Deutschland) und beruflich wohnhaft in 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der vorstehend bezeichneten Erschienenen in englischer Sprache abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Version, und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Version maßgeblich ist.

WORÜBER die vorliegende Urkunde errichtet wurde in Luxemburg, am zu Beginn dieses Dokuments bezeichneten Tag.

Nachdem das Dokument den Erschienenen vorgelesen wurde, haben sie die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: R. Kohl et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 juin 2014. LAC/2014/27292. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2014.

Référence de publication: 2014088681/515.

(140104544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

B-Cap S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 180.429.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
B-CAP S.A., SPF

Référence de publication: 2014082078/11.

(140097527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Uniholding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 31.745.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR
1, Rue Joseph Hackin
L-1746 Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2014084205/13.

(140099234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

RedOak Project A S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 187.962.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the 18th of June.

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

RedOak Property S.A., a société anonyme duly formed and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with the registered office in L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 187005, hereafter represented by Mr Charles Duro and by Mr Lionel Bonifazzi, residing professionally in L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chappelle (Grand-Duchy of Luxembourg), in their capacity as directors.

Such appearing person, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

Art. 1. Formation. There is formed a joint stock company ("the Company") organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg ("the Laws") and by the present articles of association ("the Articles").

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of "RedOak Project A S.A.".

Art. 3. Registered office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred (i) to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the director or in case of plurality of directors by the Board of Directors and (ii) to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

In the event that, in the view of the director or as the case may be the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain a company governed by the Laws. Such temporary measures shall be taken and notified to any interested parties by the director or as the case may be the Board of Directors.

Art. 4. Object. The object of the Company is the holding of majority participations with regard to the share capital and the voting rights in Luxembourg or United-Kingdom companies having their capital divided by shares which shall acquire, hold, operate, manage, encumber and, as the case may be, sale, assign, exchange or otherwise transfer real estate properties located in the United-Kingdom and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The Company may enter into the following transactions:

- to conclude and/ or to get facilities in any form, and to proceed to the issuance of bonds and debentures;
- to advance, lend, deposit funds and/ or grant facility to its subsidiaries and/ or to companies in which the Company has direct or indirect interest, even not substantial, and/ or to companies belonging at the same group of companies than the Company ("the Affiliated Company(ies)");

For the purpose of this article, a company is considered as belonging at the same group of companies than the Company whether this company, directly or indirectly, holds, controls, is controlled by or is under common control with the Company, as ultimate holder, trustee, guardian or other fiduciary agent.

A company shall be considered as controlling another company whether it holds, directly or indirectly, the whole or a substantial part of the whole share capital of the company or it has the disposal of the authority to run or to orient the management and the politics of the other company by way of the detention of shares enabling to exert the right of vote by agreements or otherwise.

- to grant any guarantee or other form of security-interest, whether by personal covenant or by pledge, mortgage or any other form of charge upon all or part of the Company's property assets (presents or futures), or by these two methods cumulatively, for the execution of any obligation of the Company and/or its Affiliated Companies and to render any assistance to the Affiliated Companies within the limits authorized by Luxembourg laws, being understood that the Company will not enter into any transaction which could cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company may conduct all real estate transactions on real estate properties located in the United-Kingdom, such as buying, selling, development and management of real estate.

The Company may proceed to the acquisition, the worldwide exploitation, the disposal by sale, exchange or in any other manners, the granting by means of licensing or by any other legally admissible means of all intellectual property and industrial rights (including but not limited to manufacturer and trademark rights, patents, copyrights and related rights, industrial designs and models, plans, secret formulas or processes, domain names and software) as well as the use or the right to use industrial, commercial or scientific equipment and the adoption of any appropriate measure in order to protect these rights.

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 6. Share capital. The share capital of the Company is fixed at 40.000,-GBP represented by 40.000 shares with a nominal value of 1,-GBP each and such rights and obligations as set out in the Articles.

The share capital may be changed at any time by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The Company can proceed to the repurchase of its own Shares by decisions of the Board of Directors subject to the availability of funds determined by the Board of Directors on the basis of relevant Interim Accounts.

Art. 7. Share premium and assimilated premiums. In addition to the share capital, a share premium account to which shall be transferred any premium paid on any share in addition to its nominal value as well as assimilated premiums accounts to the extent permitted by the Laws may be set up.

Amongst the assimilated premiums, the Board of Directors is authorized to collect the contributions in net equity not remunerated by shares from the existing shareholder(s) of the Company ("Capital Contribution").

The allocation of the share premium and assimilated premiums accounts may, inter alia, be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses or to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the Legal Reserve.

Art. 8. Ownership of shares. The Company shall recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 9. Form of shares. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by law.

In presence of registered shares, a register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company.

Such register shall set forth the name of each shareholder, its residence, the number of shares held by it, the amounts paid in on each such share, the transfer of shares and the date of such transfers.

Art. 10. Transfer of shares. The shares of the Company are freely transferable.

The transfer of registered shares of the Company shall be carried out by means of a declaration of transfer entered in the register of shareholders of the Company, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives.

The Company may accept and enter in the register a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 11. Composition of the Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of three members at least, who need not be shareholders themselves.

However, if the Company is set up by a sole shareholder or, if it is recorded at a general meeting of shareholders that the Company has a sole shareholder, the composition of the Board of Directors can be limited to one member until the next ordinary general meeting following the recording of the existence of more than a shareholder.

The director(s) shall be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate which may not exceed six years, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

Art. 12. Power of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Laws or by the Articles (cf. "Reserved Matters") to the general meeting of shareholder(s) fall within the competence of the Board of Directors.

By derogation, the decisions of the Board of Directors related to the following Reserved Matters require for their validity the prior approval by the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles:

- (i) the change of the nature or scope of the business of the Company or the performance of any other business;
- (ii) the allowance that the aggregate of the amounts borrowed and raised by the Company at any one time exceeds twenty-five percent (25%) of the total amount on the date hereof of the contributions in share capital or in share premium and assimilated premiums to the Company;
- (iii) the transfer by sale, assignment, exchange as well as any other form of transfer or the encumbrance by personal covenant, pledge, mortgage as well as any other form of charge of the whole or any substantial part of the assets of the Company whether by one transaction or a series of transactions.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the board shall determine.

Art. 13. Representation. The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole director or in case the Board of Directors is composed of three members or more by the joint signatures of any two directors.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such special power.

Art. 14. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors appoints from among its members a chairman and may appoint a secretary who need not be a director himself responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

The Board of Directors will meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

No such notice is required if all members of the Board of Directors are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting.

Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting, whether in original, by fax or e-mail.

Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Directors.

The chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by majority vote of the directors present or represented at such meeting.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another director as his proxy.

Any member of the Board of Directors may represent one or more other members of the Board of Directors.

One or more directors may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In addition, a written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held.

Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several directors.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Art. 15. Management fees and expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the director(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the director(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 16. Conflicts of interest. If any of the directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such director shall disclose such personal interest to the other director(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole director it suffices that the transactions between the Company and its director, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the director or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm.

Art. 17. Liability of the director(s). The director(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made in the name of the Company.

Art. 18. Auditor(s). Except where according to the Laws the financial statements must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation are supervised by one or more auditors who need not be shareholder(s) themselves.

The independent auditor(s) and the auditor(s) will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Art. 19. Shareholder(s). The shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Laws and the Articles.

The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Art. 20. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the on the last Friday of May at 11.00 a.m.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Art. 21. General meetings. Resolutions of the shareholder(s) are passed in a general meeting held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand-Duchy of Luxembourg upon issuance of a convening notice in compliance with the Laws and the Articles, by the Board of Directors, subsidiarily, by the auditor(s) or, more subsidiarily, by shareholder(s) representing at least ten per cent (10%) of the share capital.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting.

A shareholder may act at any general meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

One or more shareholders may participate in a general meeting by conference call, videoconferencing or any other similar means of communication enabling the several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the general meeting for the purpose of the quorum and majority requirements.

Each share entitles to one vote.

At any general meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, re-

solutions shall be adopted irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast, each share entitling to one vote.

At any general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the quorum shall be at least half (1/2) of the share capital and resolutions shall be adopted by shareholders representing at least two thirds (2/3) of the votes cast.

If such quorum is not reached at the first meeting, the shareholders may be convened a second time and resolutions shall be adopted without quorum requirement by shareholders representing at least two thirds (2/3) of the votes cast.

Art. 22. Financial year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

Art. 23. Financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Directors draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws for submission to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may inspect these financial documents at the registered office.

Art. 24. Legal reserve. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of general expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the annual net profit.

From the annual net profit, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve in the respect of article 72 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended) ("the Legal Reserve").

That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

Art. 25. Allocation of the profits. After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve, by carrying them forward to the next following financial year or by distributing them, as the case may be with carried forward profits and distributable reserves to the shareholder(s).

The shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders may decide to distribute a dividend provided always that the amount to be distributed may not exceed the amount of the net profits of the last financial year increased by the carried forward profits and sums drawn from reserves available for this purpose, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The Board of Directors may decide to distribute an interim dividend on the basis of a statement of accounts prepared by them showing that sufficient funds are available for distribution provided always that the amount to be distributed by way of interim dividend may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The auditor(s) or the independent auditor(s) in their report to the Board of Directors shall verify whether the conditions for the distribution of the interim dividend have been satisfied.

In the event of a dividend or interim dividend declaration, each share of the Company entitles to the same proportion in the distributed amount.

The share premium and assimilated premiums accounts may be distributed to the shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth above.

The dividends, interim dividends or the distributions of share premium and assimilated premiums declared in cash may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend, interim dividend or share premium and assimilated premiums funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share and shall revert to the Company. No interest shall be paid on dividends, interim dividends or distributions of share premium and assimilated premiums declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

Art. 26. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

At the time of winding up, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all known and unknown assets and liabilities of the Company.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s).

The liquidator(s) may proceed with the distribution of liquidation down payments subject to keep sufficient provision for payment of the outstanding debts.

Art. 27. Incorporated Provisions. Reference is made to the provisions of the Laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended), for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory disposition

By exception, the first financial year starts on the date of incorporation and ends on December 31st, 2014.

The first annual general meeting shall be held in the year 2015.

Subscription and payment

The subscriber has subscribed a number of shares of the Company and has paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital	Paid-in Capital	Number of shares
RedOak Property S.A. prenamed	40.000,- GBP	40.000,- GBP	40.000 shares
Total	40.000,- GBP	40.000,- GBP	40.000 shares

Evidence of such contribution has been given to the undersigned notary by a bank certificate, so that the amount of 40.000,-GBP is as of now available to the Company.

Said bank certificate will remain attached to the present deed.

Declaration - Evaluation

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10th, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately 1,400,-.

General meeting of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above named parties, representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at one and the number of the statutory auditor at one.
2. Is appointed as sole director Mr Charles Duro born on June 5th, 1958 in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) and residing professionally in L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle (Grand-Duchy of Luxembourg).
3. Has been appointed as statutory auditor FIDUCIAIRE GRAND DUCALE S.A., having its registered office at L-1510 Luxembourg, 60, Avenue de la Faïencerie (Grand-Duchy of Luxembourg).
4. The address of the Company is set at L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duchy of Luxembourg).
5. The term of office of the director and of the statutory auditor shall be of six years and shall end at the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2020, unless otherwise decided by a shareholders meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, whose is known to the notary by its social denomination, bylaws and residences, the said party appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

French version

L'an deux mille quatorze, le dix-huit juin.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

RedOak Property S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187005, ci-après représentée par Maître Charles Duro et par Maître Lionel Bonifazzi, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg), en leur qualité d'administrateur.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société anonyme ("la Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ("les Lois") et par les présents statuts ("les Statuts").

Art. 2. Dénomination. La Société a comme dénomination "RedOak Project A S.A.".

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Dans l'hypothèse où l'administrateur unique ou le cas échéant le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'administrateur unique ou le cas échéant le Conseil d'Administration.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet la prise de participations majoritaires en ce qui concerne le capital social et les droits de vote dans des sociétés de capitaux de droit luxembourgeois ou de droit du Royaume-Uni lesquelles vont acquérir, détenir, exploiter, gérer, grever et, selon le cas, vendre, céder, échanger ou autrement transférer des biens immobiliers situés au Royaume-Uni et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, l'échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut également être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme et/ou obtenir toutes formes de moyens de crédit, et procéder à l'émission d'obligations et d'emprunts obligataires;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales et/ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, et/ou aux sociétés appartenant au même groupe de sociétés que la Société ("la Société(s) Apparenté(es)");

Aux fins des présentes, une société est considérée comme appartenant au même groupe de sociétés que la Société, si cette société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire.

Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement;

- accorder toutes garanties ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par gage, hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société et/ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par les lois luxembourgeoises, il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations sur les biens immobiliers situés au Royaume-Uni, telles que l'achat, la vente, la location, le développement et la gestion de biens immobiliers.

La Société peut procéder à l'acquisition, l'exploitation mondiale, l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière, la concession par le biais de licence ou par toute autre moyen légalement admissible de tous droits de propriété intellectuelle et industrielle (y compris mais sans limitation les marques de fabrique et de commerce, brevets, droits d'auteur et droits voisins, dessins et modèles industriels, plans, formules ou procédés secrets, noms de domaine et les logiciels) ainsi que l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et prendre toutes mesures utiles à la protection de ces droits.

La Société peut, d'une façon générale, prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est de 40.000,-GBP représenté par 40.000 actions d'une valeur nominale de 1,-GBP chacune et les droits et obligations fixés par les Statuts.

Le capital peut être modifié à tout moment par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres Actions par décision du Conseil d'Administration sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le Conseil d'Administration sur base des Comptes Intérimaires pertinents.

Art. 7. Prime d'émission et primes assimilées. En outre du capital social, un compte prime d'émission dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale ainsi que des comptes primes assimilées dans la mesure permise par les Lois peuvent être établis.

Parmi les comptes primes assimilées, le Conseil d'Administration est autorisé à recueillir les apports en capitaux propres non rémunérés par des titres des actionnaire(s) existants de la Société ("Capital Contribution").

L'affectation des comptes prime d'émission et primes assimilées peut être utilisée, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Propriété des actions. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Action. S'il y a plusieurs propriétaires par Action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 9. Forme des actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société.

Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

Art. 10. Transfert des actions. Les actions de la Société sont librement négociables.

Le transfert des actions nominatives sera opéré par une déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires de la Société, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs.

La Société pourra accepter et inscrire dans le registre un transfert qui constate par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord entre le cédant et le cessionnaire.

Art. 11. Composition du Conseil d'Administration. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des actionnaire(s).

Art. 12. Pouvoir du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts (cf. «Pouvoirs Réservés») au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Par dérogation, les décisions du Conseil d'Administration en relation avec les Pouvoirs Réservés suivants requièrent pour leur validité l'approbation préalable par le(s) actionnaire(s) délibérant de la manière prévue pour la modification des Statuts:

- (i) le changement de la nature ou du champ d'application des activités de la Société ou l'exercice de toute autre activité;
- (ii) l'autorisation d'avoir un montant cumulé des emprunts de la Société à un moment quelconque excédant vingt-cinq pour cent (25%) du montant total à cette date des apports en capital social ou en prime d'émission et primes assimilées de la Société.
- (iii) Le transfert par vente, cession, échange ainsi que toute forme de transfert ou de charge par un engagement personnel, gage, hypothèque, ainsi que toute autre forme de charge sur la totalité ou partie substantielle des actifs de la Société soit par une opération ou une série d'opérations.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers soit par la signature individuelle de l'administrateur unique soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues aux lieux et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 15. Rémunération et débours. Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 17. Responsabilité des administrateurs(s). Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

Art. 18. Commissaire(s) aux comptes. Hormis lorsque conformément aux Lois les comptes sociaux doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière peuvent être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes actionnaire(s).

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) et les commissaire(s) aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, respectivement leur mandat peut être renouvelé et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associé(s) sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant ne peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Art. 19. Actionnaire(s). Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs prémentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 21. Assemblées générales. Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Un ou plusieurs actionnaires peuvent prendre part à une assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Ce ou ces actionnaires sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité à l'assemblée.

Chaque action donne droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées, chaque action donnant droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et s'achève le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 24. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 25. Affectations des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve, en le reportant à nouveau ou en le distribuant le cas échéant avec les bénéfices reportés et les réserves distribuables aux actionnaire(s).

Les actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires, peuvent décider de distribuer un dividende étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent jamais excéder le montant des bénéfices nets du dernier exercice clos augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut décider de distribuer un acompte sur dividende sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant qu'acompte sur dividende ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) ou les commissaire(s) aux comptes dans leur rapport au Conseil d'Administration vérifieront si les conditions pour la distribution d'un acompte sur dividende ont été remplies.

En cas de déclaration d'un dividende ou d'un acompte sur dividende, chaque action donne droit à une même proportion dans le montant distribué.

La prime d'émission et les primes assimilées peuvent être distribuées aux actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires conformément aux dispositions établies ci-avant.

Les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés en numéraire peuvent être payés en toutes devises choisies par le Conseil d'Administration et pourront être payés en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration, peut décider du cours de change applicable à la conversion des dividendes, des acomptes sur dividendes ou des distributions de la prime d'émission et des primes assimilées en la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une Action pendant cinq (5) ans, ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle Action, de sorte qu'il sera perdu pour celui-ci, et sera acquis à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés et non réclamés qui seront détenus par la Société pour le compte des détenteurs d'Actions.

Art. 26. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution

Art. 27. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Disposition transitoire

Par exception, le premier exercice social commence le jour de la constitution et s'achève le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2015.

Souscription et libération

Le comparante a souscrit un nombre d'actions de la Société et a libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
RedOak Property S.A. prénommée	40.000,- GBP	40.000,- GBP	40.000 actions
Total	40.000,- GBP	40.000,- GBP	40.000 actions

La preuve de la contribution a été donnée au notaire par un certificat de blocage des fonds, de sorte que le montant de 40.000,-GBP est à présent à la disposition de la Société.

Ledit certificat restera attaché au présent acte.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de 1.400.- Eur.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant l'intégralité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un et celui des commissaires aux comptes à un.
2. A été désigné comme administrateur unique M. Charles Duro né le 5 juin 1958 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg).
3. A été désigné comme commissaire aux comptes la FIDUCIAIRE GRAND DUCALE S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 60, Avenue de la Faïencerie (Grand-Duché de Luxembourg).
4. L'adresse de la Société est fixée à L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duché de Luxembourg).
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six ans et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020, sauf si une assemblée générale des actionnaires en décide autrement.

Le notaire soussigné, qui comprend et qui parle anglais, constate par les présentes, qu'à la requête du (des) comparant(s), le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la requête du (des) même(s) comparant(s) et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux représentants de la comparante, connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: DURO, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20/06/2014. Relation: EAC/2014/8585. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 25 juin 2014.

Référence de publication: 2014088711/594.

(140104950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Monier Holdings GP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.537.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 6 juin 2014

En date du 6 juin 2014, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter les démissions de Messieurs Pierre-Marie Edgard Joseph GHISLAIN DE LEENER, Jean-Pierre CLAVEL, Gareth TURNER, Pepijn DINANDT et Winston Maxwell GINSBERG de leur mandat d'administrateur de la Société avec effet au 6 juin 2014;

- d'accepter les démissions de Messieurs Pepijn DINANDT et Winston Maxwell GINSBERG de leur mandat d'administrateur délégué de la Société avec effet au 6 juin 2014;

- de nommer Madame Pascale NUTZ, née le 7 juillet 1969 à Douarnenez, France, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 6 juin 2014 et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2016;

- de nommer Madame Elisabeth WETZ, née le 8 janvier 1979 à Luxembourg, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 6 juin 2014 et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2016;

- de nommer Madame Caroline HARTMANN, née le 9 septembre 1980 à Saint-Vith, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 6 juin 2014 et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2016.

Le conseil d'administration est désormais composé comme suit:

- BNP Paribas S.A., représentée par Monsieur Gilles VANEL

- Monsieur Werner PASCHKE

- Monsieur Joseph KNOLL

- Monsieur Karim SADDI

- Monsieur Fabrice NOTTIN

- Madame Pascale NUTZ

- Madame Elisabeth WETZ

- Madame Caroline HARTMANN

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2014.

Monier Holdings GP S.A.

Signature

Référence de publication: 2014085574/39.

(140101162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.